

# Premières ébauches pour la transition écologique

SOCIÉTÉ Une Belgique « durable » en 2050 ? Personne n'a le plan, mais ça cogite ferme

- Comment réduire drastiquement nos émissions de CO<sub>2</sub> ?
- Comment aller vers une société plus durable ?
- En dehors des cercles officiels, on cogite.

Un chiffre. Si la Belgique veut atteindre, en 2050, le « zéro carbone », nos émissions de gaz à effet de serre doivent diminuer de 3,1% chaque année, selon l'évaluation du bureau d'experts Climaat. Voilà pour l'idée du chemin à parcourir et de son ampleur. Or, nos émissions de CO<sub>2</sub> ont augmenté entre 2014 et 2015 et ont crû de 0,2% entre 2016 et 2015. Il faut des réductions d'émissions considérables et rapides.

C'est un des aspects de la transition écologique dont tout le monde cherche à cerner les

contours. Quelles mesures ? Qui doit faire quoi ? Beaucoup de questions et encore peu de réponses. Sûr : pris isolément, les petits gestes – éteindre la lumière, trier ses déchets, rouler à vélo... – ne suffiront pas. Il faut des changements plus radicaux. Qui ne se feront pas sans le basculement d'un nombre croissant de personnes ; celles-ci montrant qu'il est possible et agréable de changer de mode de vie – cesser de prendre l'avion, réduire sa consommation de viande, se passer de voiture... Inspirée par l'exemple, ainsi changera la norme sociale.

**1 Personne n'a les plans** Il y a bien quelques études (énergie, transport, consommation...) mais pas de recette concrète ni de manuel de la transition. « *Cela me révolte mais ne m'étonne pas*, dit un économiste travaillant pour une administration. *Etudier de près comment changer notre société pour la rendre plus durable ? Ce n'est pas la priorité des autorités.* » Du côté des économistes, pas évident de trouver des experts ayant réfléchi au-delà des scénarios. C'est partiellement un problème de méthode : « *Les modèles économétriques actuels sont utiles pour prolonger la tendance*

actuelle, mais pas pour réfléchir aux changements de paradigmes », explique un habitué.

actuelle, mais pas pour réfléchir aux changements de paradigmes », explique un habitué.

**2 Petit, insuffisant mais inspirant** Des petits cercles commencent à réfléchir. Les initiatives de transition se multiplient, des communes commencent à élaborer des plans. Insuffisant ici aussi, estime l'anthropologue Paul Jorion. « *Le local est nécessaire, mais on est très loin d'une masse critique suffisante.* » Par ailleurs, la rapidité des effets n'est pas raccord avec les urgences du moment. Les initiatives locales ont cependant un rôle d'exemple, poursuit un expert. « *Le cadre général évolue grâce à des actions de niche, par des projets locaux, les*

ONG... tout ça va faire bouger le système. Il faut maintenant créer des lieux où on réunit tout le monde, tous les acteurs institutionnels ou pas. Des arènes de la transition où on pense "hors de la boîte". »

**3 Concrètement ?** Des pistes existent. Certaines classiques, d'autres plus rock'n'roll. « *Au lieu de jobs, c'est logement qu'il faudrait dire*, lance l'économiste Philippe Defeyt. *Rendre le logement plus accessible financièrement et physiquement et moins énergivore, c'est la meilleure politique sociale qu'on puisse faire. Elle converge parfaitement avec l'impératif de transition écologique.* » Imposer une norme passive pour les nouvelles constructions, encourager les logements où l'on partage des équipements (salles, buanderies, aires de jeu), redécouper les logements trop grands pour des occupants vieillissants, construire au-dessus de grandes surfaces ou de garages au toit plat, saturer l'occupation des bâtiments en utilisant des lieux inoccupés à certaines heures pour d'autres usages... « *On peut imposer des travaux d'isolation à l'occasion des changements de propriétaires ou de locataires*, suggère un économiste. *Il faut y aller à fond.* »

**4 Consommer autrement** « *La technologie ne réglera pas tout. Il faut bien entendu consommer moins, particulièrement ce qui est transporté en avion* », lâche un expert. « *Renoncer aux*

produits congelés et préférer les produits frais », dit un autre. « *Bien entendu, manger beaucoup moins de viande, surtout si elle n'est pas locale.* » « *Notre économie est trop grosse, confirme Thierry Bréchet, économiste à l'UCLouvain. Elle gaspille trop, extrait trop, consomme trop. Il faut plus de frugalité.* » L'obsolescence, programmée ou non ? Via les normes de produits, l'Etat peut la combattre, encourager la réparabilité, par exemple en diminuant la TVA sur la réparation. Interdire les objets à usage unique, interdire la pub sur les chaînes de télévision publiques, la taxer lourdement, certains titillent les symboles...

**5 Bouger autrement** Les voyages en avion sont au centre de la réflexion. De plus en plus renoncent à voler, ou exceptionnellement. Tous plaident pour taxer enfin le kérosène. Le gouvernement néerlandais veut imposer une taxe de 7 euros sur tous les billets d'avion. Oui, il faut que voler devienne plus cher, même si l'on reconnaît que cela impactera les étudiants Erasmus, les personnes d'origine étrangère qui retournent au pays, les familles éclatées... « *Administrations, entreprises, universités pourraient donner l'exemple en bannissant des voyages en avion pour des trajets de courte distance* », souligne Axel Gosserie, juriste et philosophe à l'UCLouvain.

Unanimité pour la fin des voitures de société, « *aberration écologique et économique* ». Et pour trouver « *siderant* » qu'on se réjouisse de l'arrivée du géant chinois du commerce en ligne Alibaba à Liège. La mobilité ? L'efficacité des chemins de fer doit être impérativement améliorée, dit Bréchet. Il faut massivement réinvestir dans les bus, plaide Defeyt qui recommande d'augmenter massivement et rapidement l'offre de bus en Wallonie. Des bus rapides, confortables, bien équipés, y compris des intercitys. Ensuite, il sera plus aisé d'imposer une redevance kilométrique intelligente sur les voitures pour remplacer les taxes existantes.

**6 Une taxe carbone** La taxe carbone est désormais crainte par les politiques. Mais est défendue par la plupart des écono-

mistes. « *Il faut faire 3 choses, résume Bréchet : taxer ce qui pollue, informer les gens, restituer l'argent sous la forme d'un transfert forfaitaire et leur faire comprendre que cet argent est directement lié à celui qu'ils ont payé via leur carburant. La fiscalité environnementale n'est pas punitive, elle vise à inciter les gens à changer de comportement.* » L'économiste Etienne de Callatay est du même avis : « *Il faut dire qu'on va augmenter la taxation des carburants et que d'ici dix ans, le mazout coûtera le double. Les choses doivent être prévisibles pour permettre aux gens de s'adapter.* »

**7 Et la justice dans tout ça ?**

Restera à rendre ces mesures justes et à ne pas laisser une foule en colère sur le bord de la route. Pour de Callatay, « *les gens seront disposés à faire des efforts s'ils ont l'impression qu'ils sont répartis de manière juste et que les fruits sont utilisés de manière efficace. Il faut entendre le ressenti contre les grandes entreprises. Elles ont été les gagnantes de la globalisation et du progrès technologique plus que l'homme de la rue. Les efforts pour la transition doivent porter sur tous, mais il faut commencer par ceux qui ont les épaules les plus larges, et les responsabilités les plus grandes.* » Une large part du produit de la taxe carbone doit revenir à la population : base d'allocation universelle, chèque chaudière, réduction d'impôt, prime à la casse... Les idées ne manquent pas. Pour Paul Jorion, il est urgent d'interdire la spéculation. « *La moitié des sommes prêtées par les banques servent à financer des opérations spéculatives. Cet argent doit revenir dans la véritable économie. Par ailleurs, le marché doit comprendre qu'il ne va pas gagner de l'argent en détruisant la nature. Il faut mettre entre parenthèses la question du profit.* » Il faut « *rapidement repérer ceux qui pourraient y perdre* », dit Defeyt. Et installer « *des filets de sécurité significatifs* », insiste Axel Gosserie. Réflexion à avoir maintenant, reconnaît de Callatay : « *Comment aider les perdants de la transition ? Mais cette réflexion ne doit pas freiner l'adoption des mesures.* » ■

MICHEL DE MUELENAERE

**COP24****Les Régions se parlent**

Les ministres régionaux de l'Environnement et de l'Energie (Crucke, Fremault et Schauvliege) ont convenu de se retrouver en marge de la COP24 afin d'étudier comment la Belgique pourrait améliorer ses positions sur le dossier du climat, notamment sur le relèvement des objectifs européens pour 2030. Ils étudieront le renforcement des mesures du projet de plan national énergie-climat dont la partie fédérale manque encore. Il s'agit « de faire enfin entrer la Belgique dans le wagon des pays européens ambitieux en termes d'engagements climatiques internationaux ». La ministre fédérale Marie-Christine Marghem (MR) sera invitée à se joindre aux discussions lorsqu'elle arrivera, dit-on. « Mais la position des Régions sera déjà arrêtée. » La définition de toute position belge doit impliquer les ministres de toutes les entités. La même Marghem a annoncé devant le Parlement qu'elle se rendrait à Katowice en train. Soit un trajet de 20 heures, a-t-elle indiqué aux députés. Elle a affirmé qu'elle prendrait le train en compagnie des ministres régionaux. Aucun de ceux-ci n'est au courant de l'idée. Et tous ont l'intention de se rendre en Pologne en avion...

M.D.M.